

## **Communiqué de presse : Une nouvelle étude révèle les faiblesses institutionnelles du cadre d'audit externe au Mali**

Alors que les dépenses militaires du Mali continuent d'augmenter, un nouveau rapport de Transparency International Defence & Security (TI-DS) révèle les faiblesses institutionnelles du cadre d'audit externe du pays, qui compromettent les efforts visant à garantir la responsabilité démocratique dans les secteurs de la défense et de la sécurité.

Intitulé « Audit externe du secteur de la défense au Mali : défis et possibilités », le rapport évalue l'état actuel de l'audit externe au Mali, en mettant l'accent sur ses performances dans le secteur de la défense et de la sécurité. S'appuyant sur des données issues d'une analyse documentaire et de l'indice d'intégrité de la défense gouvernementale (GDI), le rapport constate que les institutions d'audit au Mali souffrent de problèmes de performance qui se manifestent dans l'ensemble de leur mandat dans le secteur public, ainsi que de défaillances spécifiques liées à la défense et à la sécurité.

Les principaux défis identifiés sont les suivants :

- Une approche fragmentée de l'audit externe, avec un chevauchement des mandats institutionnels et une confusion quant aux rôles et à l'autorité de chaque institution ;
- Un manque d'accès à l'information, en particulier au sein du secteur militaire, de la défense et de la sécurité ; et
- De faibles incitations pour les acteurs institutionnels à rechercher la responsabilité démocratique dans la gouvernance de la sécurité.

Si l'audit externe constitue un mécanisme important pour demander des comptes au gouvernement, cela n'est possible que si les auditeurs externes ont accès aux informations financières des institutions qu'ils auditent.

Le rapport souligne que si le Mali dispose d'institutions ayant le mandat légal de mener des audits, leur capacité à fonctionner efficacement dépend de leur accès à des informations fiables et actualisées. L'absence d'une loi sur le droit à l'information (RTI) et d'une loi sur les secrets d'État crée un vide juridique quant aux informations qui peuvent être partagées, ce qui affaiblit encore davantage les rôles de contrôle en raison du manque de transparence, en particulier dans les domaines des marchés publics militaires et de la budgétisation.

TI-DS souligne que le partage d'informations au sein du gouvernement est essentiel au bon fonctionnement de celui-ci. En particulier, les activités d'approvisionnement doivent faire l'objet d'un contrôle approprié et, pour ce faire, les informations doivent être partagées avec des mécanismes de responsabilité tels que les auditeurs externes.

Pour remédier à ces problèmes et améliorer la transparence, le rapport formule les recommandations suivantes :

- Harmoniser la fonction d'audit externe afin qu'il n'y ait qu'une seule entité principale chargée des audits externes ;
- Définir des exceptions juridiques bien précises aux lois sur l'accès à l'information, en veillant à ce que les préoccupations en matière de sécurité nationale soient équilibrées avec la transparence grâce à la consultation publique et à la surveillance ;
- Prescrire légalement le partage d'informations par le secteur de la défense avec d'autres acteurs gouvernementaux, concernant ses dépenses et ses activités d'approvisionnement ; et
- Continuer à collaborer avec le public sur diverses plateformes en s'appuyant sur les efforts fructueux précédents en matière d'engagement citoyen menés par les acteurs de la défense et de la sécurité, en mettant l'accent sur le partage d'informations et l'instauration d'un climat de confiance.

À la suite du coup d'État de 2021, le Mali est confronté à un échec continu de la responsabilité démocratique, qui se traduit par l'absence de contrôles institutionnels sur ses dépenses militaires en forte augmentation. Ce rapport souligne la nécessité urgente de renforcer l'audit externe afin de rétablir la surveillance, de promouvoir la transparence et de restaurer la confiance du public dans la gouvernance. Sans mécanismes d'audit crédibles et sans accès à l'information, les efforts visant à lutter contre la corruption et à garantir une gouvernance responsable du secteur de la sécurité resteront fortement limités.

Vous pouvez lire le rapport dans son intégralité ici en [anglais](#) et en [français](#).